



**ÉTUDE DES CRÉDITS
2021-2022**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES
ET DE L'HABITATION**

PROGRAMME 7 - HABITATION

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVRIL 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC

N°	Titre
1.	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2020-2021 : [...].
2.	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2020-2021 : [...].
3.	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses [...].
4.	Liste des dépenses en publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) [...].
5.	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément : Par le cabinet ministériel [...] Par le ministère ou l'organisme [...] Par un professionnel ou par une firme externe [...].
6.	La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme [...] Données par un professionnel ou une firme externe [...].
7.	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés [...].
8.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2020-2021, [...].
9.	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, [...].
10.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 : [...].
11.	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2020-2021, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, [...].
12.	Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, [...].
13.	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021, ventilé par mois, de chacune des dépenses [...].

N°	Titre
14.	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2020-2021, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie : [...].
15.	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : [...].
16.	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2021-2022 [...].
17.	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2020-2021 [...].
18.	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, [...].
19.	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.
20.	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, [...].
21.	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, [...].
22.	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2020-2021, [...].
23.	Liste des sommes d'argent versées en 2020-2021, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, [...].
24.	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : [...].
25.	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), [...].
26.	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2020-2021, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en vérifiant : [...].
27.	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2021-2022.
28.	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, par mission.
29.	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, [...].

N°	Titre
30.	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2020-2021, [...].
31.	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2020-2021, [...].
32.	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
33.	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), [...].
34.	Nominations, pour 2020-2021, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs [...].
35.	Pour 2020-2021, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, [...].
36.	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2020-2021 : [...].
37.	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
38.	La liste des ententes et leur nature, signées en 2020-2021 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la <i>Loi sur le ministère du Conseil exécutif</i> ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
39.	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.
40.	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. [...].
41.	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2020-2021 [...].
42.	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 et 2022-2023, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. [...].
43.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.
44.	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

N°	Titre
45.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
46.	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
47.	Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. [...]
48.	Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. [...]
49.	Liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2020-2021 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2021-2022. Pour chacun de ces programmes existants en 2020-2021, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
50.	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
51.	Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.
52.	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.
53.	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.
54.	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.
55.	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
56.	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.
57.	Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.
58.	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités [...].
59.	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : [...].
60.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

N°	Titre
61.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021, le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
62.	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2020-2021 [...].
63.	Pour chaque ministère et organisme public, [...], le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle [...].
64.	La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. [...].
65.	Pour chaque rencontre de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, [...].
66.	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, [...].
67.	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, [...].
68.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2020-2021.
69.	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2020-2021.
70.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2020-2021.
71.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021.
72.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2020-2021.
73.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.
74.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).
75.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».

N°	Titre
76.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».
77.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.
78.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».
79.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».
80.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.
81.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la main-d'œuvre.
82.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».
83.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.
84.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.
85.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030.
86.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.
87.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.
88.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022.
89.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.
90.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.
91.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.

N°	Titre
92.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.
93.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.
94.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.
95.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.
96.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020.
97.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.
98.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.
99.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.
100.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.
101.	Toutes action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la conciliation travail-famille.
102.	Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).
103.	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'électrification des transports.
104.	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.
105.	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2020-2021, au sein du ministère ou de l'organisme : [...].
106.	Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2020-2021.
107.	Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2020-2021.
108.	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.).

N°	Titre
109.	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.
110.	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : [...].
111.	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.
112.	Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.
113.	Concernant toutes mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 [...].
114.	Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 : [...].
115.	Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, [...].
116.	Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l'organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou, en lien avec la pandémie de la COVID-19.
117.	Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.
118.	Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en lien avec la pandémie de COVID-19. [...].
119.	Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2020-2021.
120.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, [...].
121.	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, [...].
122.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2020-2021, [...].
123.	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organismes en 2020-2021 : [...].
124.	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

N°	Titre
125.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. [...].
126.	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2020-2021, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. [...].
127.	Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.
128.	Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016 : [...].
129.	Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant : [...].
130.	Veuillez fournir une liste des actions effectuées dans le ministère ou l'organisme en lien avec le PACC 2020, pour 2019-2020, [...].
131.	Fournir la liste des rencontres avec des représentants autochtones, avec la date de la rencontre, les nations représentées et l'objet de la rencontre.
132.	Faire une liste de toutes les analyses différenciées selon les sexes (ADS+) effectuées au sein de tous les ministères et tous les organismes. [...].

QUESTION 1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021 :

- A) LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR;**
- B) LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;**
- C) LES PERSONNES RENCONTRÉES;**
- D) LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.);**
- E) LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;**
- F) POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;**
- G) LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT :**
 - **LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;**
 - **LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR;**
- H) LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉ;**
- I) LA DESCRIPTION DE LA NATURE DU VOYAGE INCLUANT, LE CAS ÉCHÉANT, LE NOM DU OU DES ÉVÉNEMENTS CONCERNÉS;**
- J) LES POINTS DE PRESSE TENUS LORS DE CES MISSIONS ET LEURS COÛTS.**
- K) TOUTE CONSIGNE SANITAIRE ENCADRANT LE RETOUR DE CES MISSIONS.**

Aucun voyage hors Québec effectué pour l'année 2020-2021.

Les renseignements concernant les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18).

<http://www.shq.gouv.qc.ca/transparence>

Au 28 février 2021.

QUESTION 2

POUR CHACUN DES VOYAGES FAITS EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2020-2021 :

- A) LES RAISONS DU DÉPLACEMENT;**
- B) L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;**
- C) LES COÛTS VENTILÉS;**
- D) LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;**
- E) POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.**

Aucun voyage en avion ou en hélicoptère fait par les dirigeants de la SHQ pour l'année 2020-2021.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 17).

<http://www.shq.gouv.qc.ca/transparence>

Au 28 février 2021.

QUESTION 3

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :

A) LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2020-2021, ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022;

B) LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;

C) LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);

D) LES NOMS DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;

E) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;

F) DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;

G) LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.

A) DESCRIPTION	E) BUT VISÉ	A) DÉPENSES 2020-2021
Publicité	Informar les clientèles de la SHQ sur divers sujets.	16 403 \$
Articles promotionnels	Acquisition d'articles de la SHQ pour différents événements institutionnels.	0 \$
Partenariats	Faire connaître les interventions gouvernementales en habitation.	0 \$

B) LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES :

Les services d'aucune firme de publicité n'ont été retenus.

C) LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 24).

<http://www.shq.gouv.qc.ca/transparence>

D) LES NOMS DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

F) DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

G) LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION 4

LISTE DES DÉPENSES DE PUBLICITÉ EFFECTUÉES SPÉCIFIQUEMENT SUR INTERNET (FACEBOOK, AMAZON, ETC.) EN INDIQUANT :
A) LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2020-2021, ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022;
B) LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;
C) LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
D) LES NOMS DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;
E) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
F) LE RAPPORT STATISTIQUE SUR LA PORTÉE ET LA CLIENTÈLE VISÉE.
LORSQUE LE CONTRAT EST CONCLU PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UNE FIRME DE PUBLICITÉ, DÉTAILLER LES PUBLICITÉS EFFECTUÉES SUR INTERNET.

A) DESCRIPTION	E) BUT VISÉ	A) DÉPENSES 2020-2021
Publicité - Internet	Informers les clientèles de la SHQ sur divers sujets.	4 150 \$

B) LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES :

Les services d'aucune firme de publicité n'ont été retenus.

C) LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 24).
<http://www.shq.gouv.qc.ca/transparence>

D) LES NOMS DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

F) LE RAPPORT STATISTIQUE SUR LA PORTÉE ET LA CLIENTÈLE VISÉE:

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Aucun contrat de plus de 25 000 \$ n'a été octroyé.

QUESTION 5

LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.), SÉPARÉMENT :

PAR LE CABINET MINISTÉRIEL :
A) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
B) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
C) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
D) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.

PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :
E) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
F) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
G) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
H) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.

PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE :
I) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
J) LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;
K) LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION, OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
L) LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.;
M) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
N) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉE PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT ;
O) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.

F) ET G) TYPES D'ÉVÉNEMENTS	E) DÉPENSES (2020-2021)
3 conférences de presse	5 748 \$
Annonce de la conclusion de l'Entente Canada-Québec sur le logement	
Annonce de deux nouvelles mesures d'aide pour les victimes de la pyrrhotite	
Activité médiatique soulignant la construction du projet Habitations Le Barachois, à Fatima	
0 organisation d'événements	0 \$

H) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT;

Cette question ne semble pas pertinente à l'Étude des crédits.

Note : Les événements ont été organisés uniquement par le personnel de la SHQ et non par une firme ou des professionnels externes.

Les questions A), B), C) et D) s'adressant au cabinet ministériel ne s'applique pas à la SHQ

QUESTION 6

LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :
ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :
A) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022,
VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
B) LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
C) NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.

DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE :
D) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022;
E) LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS;
F) LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU
CONTRAT NÉGOCIÉ);
G) LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS OU/ET DES CONSULTANTS,
S'IL Y A LIEU;
H) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
I) NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.

DÉPENSES 2020-2021	NOM DU FOURNISSEUR	BUT VISÉ
97 \$	Chambre des notaires du Québec	Améliorer ses compétences en communication écrite.
395 \$	Accent formation	Améliorer ses compétences en communication écrite.
360 \$	AFI Expertise	Améliorer ses compétences en communications orale.
48 \$	Barreau du Québec	Améliorer ses compétences en communication écrite.
2 100 \$	AFI Expertise	Améliorer ses compétences en communications orale et écrite.
799 \$	Formation Infopresse	Améliorer ses compétences en communications orale et écrite.
160 \$	Société québécoise d'évaluation de programme	Améliorer ses compétences en communication écrite.
3 050 \$	Formations Qualitemps inc.	Améliorer ses compétences en communication orale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphes 22 et 23).

<http://www.shq.gouv.qc.ca/transparence>

QUESTION 7

LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION ORGANISÉE POUR LE PERSONNEL POLITIQUE, LES MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF OU LES DÉPUTÉS EN INDIQUANT :

- A) LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022;**
- B) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;**
- C) LA NATURE DE LA FORMATION;**
- D) LES PERSONNES OU LA FIRME QUI ONT DONNÉ LA FORMATION;**
- E) LES PERSONNES QUI ONT REÇU LA FORMATION AINSI QUE LE TITRE DE LEUR FONCTION.**

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la SHQ.

QUESTION 8

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2020-2021, EN INDIQUANT :

A) LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
B) LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
C) LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);
D) LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;
E) LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
F) L'ÉCHÉANCIER;
G) DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

LORSQUE LE CONTRAT EST OCTROYÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, L'INDIQUER.

A) NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	E) COÛT	C) MANDAT
2C Solutions inc.	7 000 \$	Offrir une formation en ligne sur l'introduction à la schématisation des processus d'affaires.
Acti-Com	0 \$	Offrir deux formations corporatives au personnel, « Écriture stratégique 1 et 2 ».
ADN Ressources humaines	2 256 \$	Accompagner un membre du personnel pour développer ses compétences de leadership, en suivant la démarche de coaching établie.
AFI Expertise	2 100 \$	Offrir la formation « Communiquer efficacement en milieu de travail ».
Bla bla rédaction S.E.N.C.	118 \$	Fournir des services professionnels de révision linguistique de divers documents.
Coginov inc.	4 950 \$	Acquérir des droits d'utilisation et du soutien technique pour le progiciel Gestion Virtuelle.NET pour la gestion documentaire et le suivi de la correspondance.
Les Copies de la Capitale inc.	3 000 \$	Imprimer le rapport annuel de gestion.
Côté Conseil Immobilier inc.	2 500 \$	Établir la valeur marchande d'une propriété et rédiger un rapport d'évaluation de la juste valeur marchande.
CROP inc.	2 750 \$	Fournir des services professionnels dans le cadre d'un sondage omnibus afin d'évaluer la notoriété de la SHQ et de ses services.
En mode solutions inc.	5 625 \$	Fournir les services pour la présentation de trois rendez-vous SHQ virtuels et un webinaire sur l'Entente Canada-Québec sur le logement.
Formation Qualitemps inc.	4 500 \$	Offrir deux formations corporatives au personnel, « Gérer efficacement son temps en mode télétravail » et « Bien animer et gérer les réunions à distance ».
Groupe conseil CFC	0 \$	Offrir la formation « Gestion du stress : soutenir son équipe tout en maintenant le cap pour soi-même » aux gestionnaires.

QUESTION 8

A) NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	E) COÛT	C) MANDAT
I.C.I. Influence Communications inc.	3 850 \$	Analyser la couverture accordée à la SHQ dans les médias du Québec et rédiger un rapport pour les périodes du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2019 et du 13 mars au 30 juin 2020.
Imprimerie Nicober inc.	6 525 \$	Impression de 322 000 papillons (270 000 en français et 52 000 en anglais) et de 48 000 dépliants (35 000 en français et 13 000 en anglais) pour le programme Allocation-logement.
Imprimerie Nicober inc.	4 200 \$	Imprimer 25 000 formulaires du Programme d'adaptation de domicile (PAD) numérotés, soit 20 000 en français et 5000 en anglais.
Informatique Pro-Contact inc.	2 750 \$	Offrir une formation à deux membres du personnel sur la solution Commvault.
Informatique Pro-Contact inc.	5 100 \$	Effectuer la migration de l'ensemble des boîtes de courriels de l'environnement GroupWise (serveur local) à celui d'Office 365 (inonuagique).
Joshua Parlett	1 052 \$	Fournir des services professionnels de traduction et de révision en anglais de divers documents.
L'Espace-mots	38 \$	Fournir des services professionnels de révision linguistique de divers documents.
Linux Academy inc. (A cloud Guru)	3 943 \$	Offrir une formation continue en ligne sur les produits Linux à six membres du personnel.
NessIA Services Conseils inc.	0 \$	Fournir les services professionnels d'un expert pour de l'accompagnement dans l'administration de la version 4 de l'outil Business Object.
NessIA Services Conseils inc.	4 173 \$	Offrir une formation « Business Object » (intermédiaire et avancée).
Picard Crevier Guertin et Associés inc.	2 470 \$	Établir la valeur marchande de deux propriétés et rédiger deux rapports d'évaluation de la juste valeur marchande.
Services linguistiques Versacom inc.	15 000 \$	Traduire un guide sur les bonnes pratiques sanitaires lors d'un déménagement et d'autres documents sur des sujets variés.
Stericycle, ULC	0 \$	Offrir des services de collecte mensuelle pour le déchiquetage et la destruction de documents confidentiels.
Technorm inc.	2 618 \$	Offrir la formation « Déterminer les exigences des compartimentations requises dans un bâtiment ».
Un Mot d'Excellence inc.	528 \$	Fournir des services professionnels de traduction en différentes langues de divers documents.

QUESTION 8

B) LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL) :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

D) LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

F) L'ÉCHÉANCIER :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

G) DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

L'information quant aux contrats de 25 000 \$ et plus est publiée dans le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec :

<https://www.seao.ca/>

Au 28 février 2021.

QUESTION 9

LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D’OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L’ORGANISME, EN INDIQUANT :

- A) LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;**
- B) LA GRILLE D’ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;**
- C) LE SOUMISSIONNAIRE RETENU ET LA JUSTIFICATION DE CE CHOIX;**
- D) LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L’APPEL D’OFFRES ET L’OCTROI DU CONTRAT;**
- E) LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D’OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L’ANNULATION.**

A) SOUMISSIONNAIRE	A) MONTANT
Authentik (9426-1881 Québec inc.)	264 952,12 \$
Mission Expert et Associés inc.	325 163,70 \$
Indemnipro	s.o.

B) LA GRILLE D’ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

C) LE SOUMISSIONNAIRE RETENU ET LA JUSTIFICATION DE CE CHOIX;

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

D) LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L’APPEL D’OFFRES ET L’OCTROI DU CONTRAT;

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

E) LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D’OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L’ANNULATION.

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d’appel d’offres du gouvernement du Québec :

<https://www.seao.ca/>.

QUESTION 10

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2020-2021 :

- A) LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT;**
- B) LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIES (INCLUANT LA MASSE SALARIALE);**
- C) LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS;**
- D) LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ;**
- E) UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT;**
- F) LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT;**
- G) LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT;**
- H) SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.**

Les informations relatives aux contrats de 25 000 \$ et plus octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

QUESTION 11

POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES INITIÉ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2020-2021, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :

- A) LE NOM DU PROJET;**
- B) LA NATURE DU PROJET;**
- C) L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU);**
- D) LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;**
- E) LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET;**
- F) LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;**
- G) L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;**
- H) LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;**
- I) LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR;**
- J) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET;**
- K) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :**
 - LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS;**
- L) INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE-CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS;**
- M) NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI EN 2020-2021.**

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES « INITIÉS » EN 2020-2021

Note : Le projet suivant n'est pas diffusé sur le Tableau de bord en ressources informationnelles. Il s'agit d'un projet qualifié qui a franchi l'étape de réalisation lors de la dernière mise à jour du Tableau de bord en ressources informationnelles en novembre 2020.

1. Programme d'urgence pour l'hébergement temporaire en raison de la covid-19

A) LE NOM DU PROJET :

Programme d'urgence pour l'hébergement temporaire en raison de la pandémie COVID-19.

B) LA NATURE DU PROJET :

En raison de la pandémie COVID-19, le gouvernement a déclaré l'état d'urgence sanitaire et a annoncé plusieurs mesures en habitation dans le but d'aider les personnes affectées par les conséquences de la pandémie.

La SHQ a été autorisée à ajouter un nouveau volet au programme d'aide d'urgence 2005 aux ménages sans logis et aux municipalités connaissant une pénurie de logements locatifs. Ce volet consiste en l'octroi de subventions aux ménages qui sont sans logis parce qu'ils sont en attente de leur logement ou propriété résidentielle, non disponible en raison de la pandémie de COVID-19. Le projet a pour objectif de soutenir la mise en application de ce nouveau volet par le développement d'une prestation électronique de service permettant au ménage admissible de soumettre une demande d'aide financière à la SHQ et par la réorganisation du processus de traitement des demandes d'aides d'urgence.

QUESTION 11

C) L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU) :

Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

D) LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET :

285 819 \$ pour l'ensemble du projet.

E) LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET :

Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

F) LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE :

243 920 \$

Ventilés par année financière :

2020-2021 : 243 920 \$ (du 1^{er} avril 2020 au 31 juillet 2020).

G) L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET :

Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

H) LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES :

Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

I) LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR :

100 %

J) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET :

Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

K) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :

- LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS :

Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

L) INDiquer SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE-CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS :

Comme le prévoit la Politique-cadre, l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre n'a pas été réalisée, car le projet a répondu à un besoin précis devant être réalisé dans des délais très serrés.

M) NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI EN 2020-2021 :

Aucune pénalité

QUESTION 11

Note : Le projet suivant n'est pas diffusé sur le Tableau de bord en ressources informationnelles. Il s'agit d'un projet qualifié qui n'a pas franchi la phase de planification lors de la dernière mise à jour du Tableau de bord en ressources informationnelles en novembre 2020.

2. Refonte du système de suivi des coûts de projets

A) LE NOM DU PROJET :

Refonte du système de suivi des coûts de projets.

B) LA NATURE DU PROJET :

Le projet a pour objectif de se doter d'une gestion centralisée de l'assiduité et des efforts du personnel sur des interventions, en y intégrant des mécanismes de vérification de la cohérence avec SAGIR pour les heures supplémentaires et de disponibilités ainsi que pour les permis d'absence. À terme, la mise en œuvre de la nouvelle solution permettra le délestage du système de suivi des coûts de projets fonctionnant sous la plateforme centrale.

C) L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU) :

Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

D) LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET :

255 000 \$ pour l'ensemble du projet.

E) LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET :

Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

F) LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE :

60 963 \$

Ventilés par année financière :

2020-2021 : 60 963 \$ (du 1^{er} avril 2020 au 31 janvier 2021).

G) L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET :

Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

H) LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES :

Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

I) LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR :

25 %

J) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET :

Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

K) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :

- LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS :

Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION 11

- L) INDiquer SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE-CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS :

Comme le prévoit la Politique-cadre, l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre n'a pas été réalisée. La solution vise l'évolution d'un système informationnel déjà en exploitation à la SHQ.

- M) NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI EN 2020-2021 :

Aucune pénalité

PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE EN INFONUAGIQUE « INITIÉ » EN 2020-2021

Note : Le projet suivant n'est pas diffusé sur le Tableau de bord en ressources informationnelles. Il s'agit d'un projet qualifié terminé avant la dernière mise à jour du Tableau de bord en ressources informationnelles en novembre 2020.

1. Prestation électronique de service pour le programme d'aide financière aux locataires pour le paiement de leur loyer dans le cadre de la pandémie de la covid-19

- A) LE NOM DU PROJET :

Prestation électronique de service pour le programme d'aide financière aux locataires pour le paiement de leur loyer dans le cadre de la pandémie de COVID-19.

- B) LA NATURE DU PROJET :

Dans le cadre de la pandémie de la COVID-19, le gouvernement a déclaré l'état d'urgence sanitaire et a annoncé plusieurs mesures en habitation dans le but d'aider les personnes affectées par la pandémie.

La SHQ a été autorisée à mettre en œuvre le programme d'aide financière aux locataires pour le paiement de leur loyer dans le cadre de la pandémie de la COVID-19. Ce projet a pour objectif de soutenir la mise en application du programme par le développement d'une nouvelle prestation électronique de service permettant aux locataires en difficulté de soumettre une demande d'aide financière. Cette aide est accordée sous forme de prêt sans intérêts pour une durée d'une année pour les ménages admissibles et qui répondent aux exigences annoncées dans le programme. Ce prêt est versé directement aux propriétaires des logements admissibles afin de payer les loyers correspondant à la période de mai et juin.

- C) L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU) :

Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- D) LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET :

329 664 \$ pour l'ensemble du projet.

- E) LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET :

Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- F) LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE :

327 469 \$

Ventilés par année financière :

2020-2021 : 327 469 \$ (du 1^{er} avril 2020 au 30 septembre 2020).

- G) L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET :

Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION 11

- H) LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES :

Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- I) LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR :

100 %

- J) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET :

Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- K) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :

- LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS :

Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- L) INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE-CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS :

Comme le prévoit la Politique-cadre, l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre n'a pas été réalisée. Le projet a répondu à un besoin précis devant être réalisé dans des délais très serrés.

- M) NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI :

Aucune pénalité

De l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est également disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

QUESTION 12

POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE EN INFONUAGIQUE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :

- A) LE NOM DU PROJET;**
- B) LA NATURE DU PROJET;**
- C) L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU);**
- D) LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;**
- E) LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET;**
- F) LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;**
- G) L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;**
- H) LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;**
- I) LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR;**
- J) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET;**
- K) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :**
 - LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS.**
- L) INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE-CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS.**

Voir la réponse à la question 11 des renseignements généraux.

QUESTION 13

DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2020-2021, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

A) LA PHOTOCOPIE;
B) LE MOBILIER DE BUREAU;
C) L'AMEUBLEMENT;
D) LA DÉCORATION ET L'EMBELLISSEMENT, INCLUANT LES OEUVRES D'ART ET LES FRAIS POUR L'ENTRETIEN DES PLANTES;
E) LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;
F) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;
G) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;
H) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;
I) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;
J) L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :

I. a) AU QUÉBEC;
II. b) À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.

	DÉPENSES 2020-2021
A) Multifonctions et reprographie	59 207 \$
B) et C) Mobilier de bureau incluant l'ameublement	17 148 \$
D) Décoration et embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes	0 \$
E) Distributeur d'eau de source	0 \$
F) Frais de transport	33 737 \$
G) Frais d'hébergement	6 692 \$
H) Frais de repas	3 732 \$
I) Frais d'alcool et de fêtes	0 \$
J) Perfectionnement, congrès et colloques	
a. Au Québec	91 451 \$
b. À l'extérieur du Québec	0 \$

Note : Ces dépenses sont pour la totalité des employés de la SHQ.

QUESTION 14

DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2020-2021, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :

- A) LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES UTILISÉS, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL;
- B) LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉES AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL;
- C) LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS;
- D) LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS;
- E) LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;
- F) LES NOMS DES FOURNISSEURS;
- G) LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES;
- H) LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;
- I) LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;
- J) LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU;
- K) LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES UTILISÉS AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL.

- A) LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES UTILISÉS, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- B) LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉES AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- C) LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS :

0 \$.

- D) LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS :

485,65 \$.

- E) LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES :

34 344,34 \$ pour la téléphonie cellulaire;
88 397,96 \$ pour la téléphonie IP et régulière (en date du 31 janvier 2021).

- F) LES NOMS DES FOURNISSEURS :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- G) LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- H) LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

0,10 \$.

QUESTION 14

I) LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

462,02 \$.

J) LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU :

0 \$.

K) LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES UTILISÉS AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Ces dépenses sont pour la totalité des employés de la SHQ pour chacune des sous-questions.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 25).
<http://www.shq.gouv.qc.ca/transparence>

Au 28 février 2021.

QUESTION 15

CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2020-2021 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022 :

Voir les pages suivantes.

QUESTION 15

A) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET PLUS;

Employés réguliers en poste au 28 février 2021
35 ans et plus

CATÉGORIE D'EMPLOI	SELON LE SEXE		SELON L'APPARTENANCE À UN GROUPE-CIBLE ¹							
	HOMMES	FEMMES	PERSONNES HANDICAPÉES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		AUTOCHTONES		ANGLOPHONES	
	NOMBRE	NOMBRE	H	F	H	F	H	F	H	F
Administrateurs d'État	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Cadres	11	9	0	0	2	0	0	0	0	0
Professionnels	88	100	1	0	10	13	0	0	2	0
Fonctionnaires/ ouvriers	18	43	0	0	4	5	0	0	0	0

1. Selon un recensement basé sur une identification volontaire dans le cadre du Programme d'accès à l'égalité.

QUESTION 15

B) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET MOINS;

Employés réguliers en poste au 28 février 2021
Moins de 35 ans

CATÉGORIE D'EMPLOI	SELON LE SEXE		SELON L'APPARTENANCE À UN GROUPE-CIBLE ¹							
	HOMMES	FEMMES	PERSONNES HANDICAPÉES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		AUTOCHTONES		ANGLOPHONES	
	NOMBRE	NOMBRE	H	F	H	F	H	F	H	F
Administrateurs d'État	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cadres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Professionnels	12	14	0	0	1	0	0	0	0	1
Fonctionnaires / ouvriers	3	6	0	0	0	0	0	0	0	0

1. Selon un recensement basé sur une identification volontaire dans le cadre du Programme d'accès à l'égalité.

QUESTION 15

C) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;

CATÉGORIE D'EMPLOI	TOTAL
Administrateurs d'État	99,0
Cadres	45,8
Professionnels	2 622,6
Fonctionnaires / Ouvriers	1 238,7

Notes :

- Données au 28 février 2021.
- Excluant les étudiants et stagiaires.
- Jours de maladie, incluant les maladies pour vacances, et jours d'assurance traitement (codes 120, 246, 248).

QUESTION 15

D) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;

CATÉGORIE D'EMPLOI	- DE 10 JOURS	10 À 50 JOURS	50 À 100 JOURS	100 JOURS ET +
Administrateurs d'État	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
Cadres ¹	4	5	9	2
Professionnels	66	105	35	16
Fonctionnaires / Ouvriers	37	40	5	2

1. Possibilité d'utilisation en jour de vacances ou congé de préretraite.

Notes :

- Données au 28 février 2021.
- Excluant les étudiants et stagiaires.
- La valeur estimée n'est pas une information disponible.

QUESTION 15

E) LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) :

- LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL.

TOTAL NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES		NOMBRE D'HEURES PAYÉES		MONTANT PAYÉ		NOMBRE D'HEURES COMPENSÉES		VALEUR FINANCIÈRE DES HEURES COMPENSÉES	
FONCT.	PROF.	FONCT.	PROF.	FONCT.	PROF.	FONCT.	PROF.	FONCT.	PROF.
244,49	4 329,86	195,43	2 922,61	7 125,36 \$	166 516,62 \$	49,06	1 407,25	1 252,81 \$	64 758,95 \$

Notes :

- Données au 12 mars 2021.
- Excluant les étudiants et stagiaires.

QUESTION 15

F) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;

CATÉGORIE D'EMPLOI	TOTAL
Administrateurs d'État	29,0
Cadres	338,0
Professionnels	4 262,8
Fonctionnaires / Ouvriers	1 373,0

Notes :

- Données au 28 février 2021.
- Excluant les étudiants et stagiaires.

QUESTION 15

G) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;

CATÉGORIE D'EMPLOI	- DE 10 JOURS	10 À 50 JOURS	50 À 100 JOURS	100 JOURS ET +
Administrateurs d'État	2	0	0	0
Cadres	4	13	3	0
Professionnels	149	72	1	0
Fonctionnaires / Ouvriers	45	38	1	0

Notes :

- Données au 28 février 2021.
- Excluant les étudiants et stagiaires.
- La valeur estimée n'est pas une information disponible.

QUESTION 15

H) LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE;

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

I) LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

J) L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);

ANNÉE FINANCIÈRE	CADRES SUPÉRIEURS ²		CADRES JURIDIQUES		CADRES INTERMÉDIAIRES		PROFESSIONNELS		FONCTIONNAIRES / OUVRIERS	
	QUÉBEC	MONTRÉAL	QUÉBEC	MONTRÉAL	QUÉBEC	MONTRÉAL	QUÉBEC	MONTRÉAL	QUÉBEC	MONTRÉAL
2020-2021 ¹	21	0	1	0	0	0	187	27	61	9

1. 28 février 2021.
2. Incluant 2 administrateurs d'État.

QUESTION 15

K) L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;

ANNÉE FINANCIÈRE	EXPERT	ÉMÉRITE	TOTAL ²
2020-2021 ¹	48	1	49

1. Au 28 février 2021.
2. Incluant les ingénieurs.

L) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE;
2020-2021 : 12 employés (données au 28 février 2021).

M) LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (LE CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);

ANNÉE FINANCIÈRE	CADRES SUPÉRIEURS ³		CADRES JURIDIQUES		CADRES INTERMÉDIAIRES		PROFESSIONNELS		FONCTIONNAIRES / OUVRIERS	
	QUÉBEC	MONTRÉAL	QUÉBEC	MONTRÉAL	QUÉBEC	MONTRÉAL	QUÉBEC	MONTRÉAL	QUÉBEC	MONTRÉAL
2020-2021 ¹⁻²	21	0	1	0	0	0	195	27	88	12

1. Au 28 février 2021, excluant les postes vacants.
2. Incluant tous les types de postes occupés par le personnel régulier, occasionnel et étudiant.
3. Incluant 2 administrateurs d'État.

QUESTION 15

N) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

O) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

P) LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Q) LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS, VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI;

Aucun poste aboli en 2020-2021.

R) L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

S) LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D'ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION.

Au 28 février 2021, 49 postes vacants à Québec et 2 postes vacants à Montréal.

QUESTION 16

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, PAR DIRECTION, POUR L'ANNÉE 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2021-2022 :

- A) LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES;**
- B) LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;**
- C) LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2021-2022 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE QUI SERONT VERSÉES;**
- D) LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.**

- A) LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- B) LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES :**

6

- C) LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2021-2022 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE QUI SERONT VERSÉES :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- D) LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS :**

0

QUESTION 17

LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2020-2021 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :
A) L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;
B) LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;
C) LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE;
D) LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;
E) LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;
F) LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;
G) LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATIONS RÉALISÉES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2018, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;
H) LA DURÉE DU BAIL;
I) LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;
J) LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT;
K) S'IL S'AGIT D'UN RENOUVELLEMENT DE BAIL OU D'UN BAIL CONCERNANT UNE NOUVELLE ADRESSE;
L) EN CAS DE RÉSILIATION DE BAIL EN COURS D'ANNÉE, LES COÛTS DE RÉSILIATION.

EXERCICE 2020-2021

A) EMBLACEMENT DE LA LOCATION	B) SUPERFICIE DU LOCAL LOUÉ	F) COÛT TOTAL	G) COÛTS D'AMÉNAGEMENT ET/OU RÉNOVATION
1054, rue Louis-Alexandre-Taschereau RC, 1 ^{er} , 3 ^e et 4 ^e étages et entrepôt sous-sol, Québec	9 162,41 m ²	1 866 085 \$	11 755 \$
500, boulevard René-Lévesque Ouest, 5 ^e étage et entrepôt, Montréal	1 209,04 m ²	464 467 \$	520 \$
1001, avenue de Vitré, Québec	694,96 m ²	77 901 \$	0 \$

C) LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

D) LA SUPERFICIE INOCCUPÉE :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

E) LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits

H) LA DURÉE DU BAIL :

Les locaux occupés sont loués, selon une entente renouvelée annuellement, auprès de la Société québécoise des infrastructures.

I) PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ :

Les espaces occupés à Québec appartiennent à la Société québécoise des infrastructures. Les espaces occupés à Montréal, fournis à la SHQ par la Société québécoise des infrastructures, appartiennent à Alfid services Immobiliers Ltée.

QUESTION 17

J) LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

K) S'IL S'AGIT D'UN RENOUVELLEMENT DE BAIL OU D'UN BAIL CONCERNANT UNE NOUVELLE ADRESSE :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

L) EN CAS DE RÉSILIATION DE BAIL EN COURS D'ANNÉE, LES COÛTS DE RÉSILIATION.

0 \$

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 27).

<http://www.shq.gouv.qc.ca/transparence>

QUESTION 18

CONCERNANT LES ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2020-2021, FOURNIR :

- A) LA LISTE DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES INOCCUPÉS;**
- B) LA VALEUR ESTIMÉE DE CEUX-CI;**
- C) LES COÛTS D'ENTRETIEN ANNUEL;**
- D) LE NOMBRE DE PIEDS CARRÉS DE CEUX-CI.**

Pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures :

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures.

Pour les immeubles appartenant à la SHQ :

Aucun actif immobilier excédentaire.

Au 28 février 2021.

QUESTION 19

PORTRAIT DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES, RATIO LOCATION PROPRIÉTÉ ET NOUVEAU PIED-CARRÉS EN PROPRIÉTÉ.

Voir la réponse à la question 18 des renseignements généraux.

La notion d'actif immobilier excédentaire s'applique uniquement aux immeubles dont l'organisme public est propriétaire.

QUESTION 20

POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2020-2021, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT :

- A) LES DATES DES TRAVAUX;**
- B) LES COÛTS;**
- C) LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.**

En 2020-2021, il n'y a pas eu de travaux dans les espaces occupés par la haute direction.

Au 28 février 2021.

QUESTION 21

DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION DES MINISTRES, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2020-2021, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT :

- A) LES DATES DES TRAVAUX;**
- B) LES COÛTS;**
- C) LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.**

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la SHQ.

QUESTION 22

LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2020-2021, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :

- A) LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART, LE CAS ÉCHÉANT;**
- B) LE TITRE DE LA FONCTION;**
- C) L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE;**
- D) LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS;**
- E) LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT;**
- F) LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION DES PRIMES OU BONIS REÇUS;**
- G) LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE, INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE;**
- H) LA DESCRIPTION DE TÂCHES;**
- I) LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR 2020-2021;**
- J) LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET;**
- K) LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET;**
- L) LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE;**
- M) S'IL A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES : DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.**

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la SHQ.

QUESTION 23

LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2020-2021, PAR MOIS, À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :

A) LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;
B) LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;
C) LE MONTANT ATTRIBUÉ;
D) LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

A) ORGANISMES/PERSONNES BÉNÉFICIAIRES	C) MONTANTS	DATE
La Maison Mikana	5 000 \$	2020-06-09
Office municipal d'habitation de Lévis	5 000 \$	2020-06-09
--- ¹	90 \$	2020-07-17
Léger Marketing inc.	9 000 \$	2020-11-16
--- ¹	647 \$	2020-12-16
--- ¹	728 \$	2021-02-10

¹ Ce renseignement ne peut être communiqué en vertu des articles 53, 54 et 59 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1).

B) LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

D) LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

QUESTION 24

LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :

- A) LE NOM DE LA PERSONNE;**
- B) LE POSTE OCCUPÉ;**
- C) LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;**
- D) L'ASSIGNATION INITIALE ET L'ASSIGNATION ACTUELLE;**
- E) LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;**
- F) LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU;**
- G) LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.**

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la SHQ.

QUESTION 25

LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT :

- A) LE POSTE INITIAL;**
- B) LE SALAIRE;**
- C) LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU;**
- D) LA DATE DE LA MISE EN DISPONIBILITÉ;**
- E) LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 26

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2020-2021, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT :

- A) PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.);**
- B) PAR CATÉGORIE D'ÂGE;**
- C) PRÉVISIONS POUR 2021-2022.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 27

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DEPUIS CINQ ANS, FOURNIR LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS PAR CATÉGORIE D’EMPLOI, LEUR PORT D’ATTACHE (PAR EXEMPLE DANS UN BUREAU RÉGIONAL) AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.

Aucun poste aboli en 2020-2021.

Au 28 février2021.

QUESTION 28

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX ET DE L'EFFECTIF ÉTANT RATTACHÉ, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, À CHACUN DE CES BUREAUX. PRÉSENTER L'ÉVOLUTION DEPUIS CINQ ANS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022, PAR MISSION.

Voir la réponse à la question 15 J) des renseignements généraux.

QUESTION 29

LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :

- A) LE NOM DE LA PERSONNE;**
- B) LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME;**
- C) LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;**
- D) L'ASSIGNATION INITIALE;**
- E) L'ASSIGNATION ACTUELLE;**
- F) LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;**
- G) LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION (S'IL Y A LIEU).**

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la SHQ.

QUESTION 30

LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2020-2021, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :
A) LE COÛT DE CHACUN;
B) LE FOURNISSEUR;
C) LA NATURE DU SERVICE.
VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.

DESCRIPTION	2020-2021	
	NOMBRE	MONTANT
Accès à l'information, Loi annotée	2	920 \$
Accesazim	1	700 \$
AdresseComplète – Postes Canada	1	850 \$
– Code civil du Québec – Code procédures civiles, Code municipal et Lois connexes – Lois sur les cités et villes	1	1 350 \$
Codes géographiques des municipalités du Québec	1	- \$
Droit municipal – Principes généraux et contentieux	1	3 584 \$
Interceptum	1	1 770 \$
JLR Solutions foncières	1	545 \$
Journaux divers (Le Journal de Québec, Le Devoir) 2 versions électroniques	2	154 \$
La Référence en droit civil et droit Québec	1	2 113 \$
Le Courrier parlementaire	1	2 050 \$
Manuel CPA Canada	1	565 \$
Secrétariat en droit corporatif, 3 ^e édition	1	75 \$
Répertoire des médias du Canada	1	650 \$
Société par actions au Québec et Corporation SBL au Québec	1	1 035 \$
Usito	1	- \$

QUESTION 31

LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU CABINET MINISTÉRIEL EN 2020-2021, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :

A) LE COÛT DE CHACUN;

B) LE FOURNISSEUR;

C) LA NATURE DU SERVICE;

VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la SHQ.

QUESTION 32

LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS, LES BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.

Aucune dépense n'a été effectuée en 2020-2021 par la SHQ pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, de billets d'événements et de conférences organisées par les Chambres de commerce, pour la réservation de loges ou pour devenir membre d'un club privé ou autre.

Au 28 février 2021.

QUESTION 33

POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :

- A) LE NOM DU SITE WEB;**
- B) LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;**
- C) LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;**
- D) LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;**
- E) LES COÛTS DE MODERNISATION ET DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);**
- F) LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS »);**
- G) LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;**
- H) LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE;**
- I) LES NOMS DE DOMAINES RÉSERVÉS;**
- J) LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES.**

A) LE NOM DU SITE WEB :

Site Internet de la SHQ : www.habitation.gouv.qc.ca.

Magazine Web de la SHQ Espace Habitat : www.espacehabitat.gouv.qc.ca.

B) LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :

Site Internet : Infoglobe, Zengo, Daniel Lafrenière inc., la Direction des ressources informationnelles et la Direction des communications (date de lancement après la refonte : 10 novembre 2011).

Espace Habitat : Unikmédia et la Direction des communications (date de mise en ligne : 1^{er} octobre 2012).

C) LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :

Site Internet : Le site n'a nécessité aucun investissement en 2020-2021.

Espace Habitat : Le site n'a nécessité aucun investissement en 2020-2021.

D) LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :

Site Internet : L'hébergement, l'entretien et la mise à jour du site sont faits à l'interne.

Espace Habitat : Il n'y a eu aucuns frais d'entretien à l'externe pour le magazine. Pour la période d'avril 2020 à février 2021, l'hébergement a été assuré à l'externe au coût de 329 \$.

E) LES COÛTS DE MODERNISATION ET DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT, ET LES RAISONS DU CHANGEMENT) :

Aucun coût de modernisation ou de refonte n'a été dépensé en 2020-2021.

F) LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS ») :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

G) LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION 33

H) LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

I) LES NOMS DE DOMAINES RÉSERVÉS :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

J) LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :

0 \$.

QUESTION 34

NOMINATIONS, POUR 2020-2021, DE MANDATAIRES, D'ÉMISSAIRES, DE NÉGOCIATEURS, DE MÉDIATEURS, DE COMMISSAIRES, D'EXPERTS, D'ENQUÊTEURS ET SANS EN RESTREINDRE LA PORTÉE :

- A) LA LISTE;**
- B) LE NOM DE LA PERSONNE;**
- C) LES MANDATS DE CHACUNE DE CES PERSONNES;**
- D) LE DÉTAIL DES CONTRATS OCTROYÉS POUR CHAQUE MANDAT;**
- E) LE RÉSULTAT DU TRAVAIL EFFECTUÉ;**
- F) LES ÉCHÉANCES PRÉVUES;**
- G) LES SOMMES IMPLIQUÉES.**

Voir la réponse à la question 8 des renseignements généraux.

QUESTION 35

POUR 2020-2021, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS- MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN PRÉCISANT :

- A) LES RÉGIONS ET LES VILLES VISITÉES;**
- B) LES PERSONNES ET ORGANISMES RENCONTRÉS;**
- C) POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;**
- D) LES RAISONS DU DÉPLACEMENT;**
- E) L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;**
- F) LES COÛTS VENTILÉS;**
- G) LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.**

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la SHQ.

QUESTION 36

LA LISTE EXHAUSTIVE DE TOUS LES MANDATS ET DOSSIERS ET DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIÉES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR 2020-2021 :

- A) LE DÉTAIL DES MANDATS;**
- B) LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.);**
- C) LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES;**
- D) LE NOMBRE DE RENCONTRES;**
- E) LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉ À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE;**
- F) L'OBJET;**
- G) LES DATES.**

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la SHQ.

QUESTION 37

**LISTE DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES OU ABOLIES
SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE EN PRÉCISANT LES COÛTS DE TRANSITION
ET LES COÛTS DE FORMATION.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 38

LA LISTE DES ENTENTES ET DE LEUR NATURE, SIGNÉES EN 2020-2021 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes.

QUESTION 39

LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L’ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021 ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 40

L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES TARIFÉS QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2021-2022.

L'information concernant *la Politique de financement des services publics* sera présentée au Rapport annuel 2020-2021.

QUESTION 41

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2020-2021 DEMANDÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CONFIRMÉ PAR LE GOUVERNEMENT EN JANVIER 2020 POUR 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 42

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2020-2021, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022 et 2022-2023, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

Programmes à frais partagés	Prévisions 2020-2021 Revenus Fédéraux (SCHL ¹) (en milliers \$)
Logement à but non lucratif - volet Public Régulier	208 883
Logement à but non lucratif - volet Public Inuit	28 242
Logement à but non lucratif - volet Privé Autochtones (urbains et ruraux)	8 624
Logement à but non lucratif - volet Privé Régulier et Spécial	24 097
Supplément au loyer	20 143
Frais d'administration de la SHQ	3 987

¹ Société canadienne d'hypothèques et de logement.

QUESTION 43

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.

Pour l'année financière 2020-2021 un montant de 21 878 \$ a été versé pour de la rémunération additionnelle des juristes de l'état pour des mandats spéciaux.

Les sommes versées aux juristes de l'état le sont en vertu de la convention collective (article 276.16) : « une rémunération additionnelle pour mandats spéciaux pouvant varier entre un minimum de 3 % et un maximum de 10 % du traitement peut être octroyée à un juriste qui assume des responsabilités additionnelles ou spéciales ».

Au 25 mars 2021.

QUESTION 44

POUR CHAQUE CABINET MINISTÉRIEL, FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021 LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS VERSÉS AU PERSONNEL DU CABINET.

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la SHQ.

QUESTION 45

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.

Aucun montant n'a été versé.

Au 28 février 2021.

QUESTION 46

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 47

POUR 2020-2021, LE NOMBRE DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUUCUNE FONCTION OU TÂCHE LEUR SOIT ASSIGNÉE. POUR CHAQUE PERSONNE :

A) FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS;

B) FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS ET PRÉCISER LE MONTANT TOTAL DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

Il n'y a pas de cadre ou de dirigeant qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Au 28 février 2021.

QUESTION 48

POUR 2020-2021, LE NOMBRE DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, AYANT ÉTÉ DÉPLACÉS DE LEURS FONCTIONS. POUR CHAQUE PERSONNE :

- A) FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS;**
- B) FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS.**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif.

QUESTION 49

LA LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021 ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN 2021-2022. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN 2020-2021, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS 2021-2022, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 50

INDIQUER LES NOUVELLES INITIATIVES OU TOUTES MAJORATIONS APPORTÉES À UN PROGRAMME EXISTANT, LES MONTANTS EN CAUSE AINSI QUE LES MESURES PRISES POUR DÉGAGER LES SOMMES NÉCESSAIRES À LEUR FINANCEMENT.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 51

NOMBRE D'EMPLOYÉS OU ETC AFFECTÉS AU PLAN NORD EN 2020-2021 ET PRÉVISIONS POUR 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

QUESTION 52

VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ AU PLAN NORD POUR 2020-2021 ET PRÉVISIONS POUR 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

QUESTION 53

NOMBRE D'EMPLOYÉS OU ETC AFFECTÉS À LA STRATÉGIE MARITIME POUR 2020-2021 ET PRÉVISIONS POUR 2021-2022.

Aucun employé ou ETC de la SHQ n'est affecté à la Stratégie maritime et ne prévoit l'être.

Au 28 février 2021.

QUESTION 54

**VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ À LA STRATÉGIE MARITIME
POUR 2020-2021 ET PRÉVISIONS POUR 2021-2022.**

Aucun budget de la SHQ n'est consacré à la Stratégie maritime et ne prévoit l'être.

Au 28 février 2021.

QUESTION 55

**LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS
PAR LE FONDS VERT.**

Aucun programme de la SHQ ne bénéficie d'aide financière provenant du Fonds vert.

Au 28 février 2021.

QUESTION 56

**LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS
PAR LE FONDS DES RESSOURCES NATURELLES/FONDS ÉNERGIE.**

Aucun programme de la SHQ ne bénéficie d'aide financière provenant du Fonds des ressources naturelles/Fonds énergie.

Au 28 février 2021.

QUESTION 57

**LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS
PAR LE FONDS DU PLAN NORD.**

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

QUESTION 58

POUR CHACUNE DES CINQ ANNÉES, LES SOMMES ALLOUÉES À L'EXTERNE POUR TOUT TYPE DE SERVICE JURIDIQUE ET PRÉCISER LA RAISON POUR LAQUELLE LES SERVICES ONT ÉTÉ TRAITÉS À L'EXTERNE AINSI QUE LES PROFESSIONNELS QUI ONT DONNÉ CES SERVICES.

Aucune somme n'a été allouée à l'externe pour des services juridiques en 2020-2021.

Au 28 février 2021.

QUESTION 59

CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) :

- A) LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL);**
- B) LES GRANDS DOSSIERS EN COURS;**
- C) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES;**
- D) PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI;**
- E) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.**

- A) LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL) :**

2020-2021 : 10 727 530 \$

- B) LES GRANDS DOSSIERS EN COURS :**

Les informations sont disponibles au tableau de bord
(site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>).

- C) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES :**

Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- D) PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- E) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES :**

Voir la réponse à la question 11 des renseignements généraux.

QUESTION 60

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2020-2021, LE MONTANT TOTAL DE LA MASSE SALARIALE EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 61

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2020-2021, LE TAUX D'ABSENTÉISME EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 62

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LISTE DE TOUS LES RAPPORTS (D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION, D'ENQUÊTE OU AUTRES), ÉTUDES, AVIS, ANALYSES, ETC., PRODUITS PAR LE MINISTÈRE OU COMMANDÉS À UN ORGANISME OU UNE FIRME EXTERNE EN 2020-2021 EN INDIQUANT POUR CHACUN :

- A) LE SUJET;**
- B) LA OU LES RAISONS POUR LESQUELLES IL A ÉTÉ PRODUIT OU COMMANDÉ;**
- C) LES COÛTS RELIÉS À SA RÉALISATION;**
- D) LE NOM DE L'ORGANISME OU DE LA FIRME EXTERNE, S'IL Y A LIEU.**

PRÉCISER, POUR CHACUN, S'IL DÉCOULE D'UNE DEMANDE DU MINISTRE OU DU CABINET MINISTÉRIEL.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION 63

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNELLE EN INDIQUANT :

- A) LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS;**
- B) LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION;**
- C) LA LISTE DES EMPLOYÉS, CADRES, DIRIGEANTS, MINISTRES ET JUGES AYANT BÉNÉFICIÉ DE CET AVANTAGE.**

- A) LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS :**

2020-2021 : 7 557 \$

- B) LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION :**

- Chambre des notaires du Québec;
- Ordre des architectes du Québec;
- Ordre des ergothérapeutes du Québec;
- Ordre des évaluateurs agréés du Québec.

- C) LA LISTE DES EMPLOYÉS, CADRES, DIRIGEANTS, MINISTRES ET JUGES AYANT BÉNÉFICIÉ DE CET AVANTAGE :**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION 64

LA LISTE DE TOUTE RENCONTRE D’ACCUEIL DE DIGNITAIRES ÉTRANGERS EN VISITE AU QUÉBEC, DE RENCONTRES DIPLOMATIQUES OU DE SOMMETS GOUVERNEMENTAUX, DE GRANDES RENCONTRES POLITIQUES ET DE NÉGOCIATIONS IMPORTANTES, DE TOUTE NATURE, AUXQUELLES A PRIS PART LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME. POUR CHAQUE RENCONTRE, INDIQUER LA DATE, LA NATURE, ET LE LIEU DE LA RENCONTRE.

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

QUESTION 65

POUR CHAQUE RENCONTRE D'ACCUEIL DE DIGNITAIRES ÉTRANGERS EN VISITE AU QUÉBEC, POUR CHAQUE RENCONTRE DIPLOMATIQUE ET SOMMET GOUVERNEMENTAL, POUR CHAQUE GRANDE RENCONTRE POLITIQUE ET NÉGOCIATION IMPORTANTE DE TOUTE NATURE AUXQUELS PREND PART LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, INDIQUER :

- A) LA DATE;**
- B) LA NATURE;**
- C) LES PARTICIPANTS;**
- D) SI L'ÉVÈNEMENT A EU LIEU SUR LE TERRITOIRE DE LA CAPITALE-NATIONALE, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 4 DE LA CHARTE DE LA VILLE DE QUÉBEC, CAPITALE NATIONALE DU QUÉBEC.**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION 66

POUR TOUT SONDAGE OU ENQUÊTE D'OPINION RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER :

- A) LA DATE;**
- B) LA NATURE;**
- C) LES QUESTIONS POSÉES;**
- D) LES RÉPONSES;**
- E) LA FIRME RETENUE;**
- F) LES COÛTS.**

NOM	E) FIRME	F) COÛTS
Intérêt envers des services liés à l'habitation et notoriété de la SHQ - Omnibus	CROP inc.	2 750 \$
Intention d'achat et de vente dans le secteur ¹	Léger Marketing inc.	9 000 \$

¹ Sondage effectué en partenariat avec l'Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, le Fonds immobilier de solidarité FTQ et l'Association professionnelle des courtiers immobiliers du Québec.

A) LA DATE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

B) LA NATURE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

C) LES QUESTIONS POSÉES

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

D) LES RÉPONSES

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION 67

POUR TOUTES DÉPENSES PUBLICITAIRES RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER :

- A) LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES AU SEIN DE MÉDIAS COMMUNAUTAIRES ET LE MONTANT;**
- B) LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES SUR INTERNET ET LES MÉDIAS SOCIAUX ET LE MONTANT.**

- A) LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES AU SEIN DE MÉDIAS COMMUNAUTAIRES ET LE MONTANT :**

Aucune dépense réalisée au sein de médias communautaires en 2020-2021.

- B) LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES SUR INTERNET ET LES MÉDIAS SOCIAUX ET LE MONTANT :**

25 % sur Internet et les médias sociaux. Le montant est de 4 150 \$.

Au 28 février 2021.

QUESTION 68

TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE JEUNESSE DU QUÉBEC EN 2020-2021.

La SHQ n'a déboursé aucune somme dans le cadre de cette politique.

Au 28 février 2021.

QUESTION 69

AU SUJET DU TRANSFERT D'EMPLOIS GOUVERNEMENTAUX EN RÉGION, FOURNIR TOUT SCÉNARIO ET ÉTUDE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME AINSI QUE TOUTE ACTION RÉALISÉE EN 2020-2021.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION 70

TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME AU SUJET DE LA RECONNAISSANCE DES ACQUIS ET DES COMPÉTENCES DES PERSONNES IMMIGRANTES EN 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

QUESTION 71

TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME VISANT LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS EN 2020-2021.

La liste des contrats octroyés par la SHQ visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021, s'il en est, est présentée à la réponse à la question 8.

En ce qui concerne les actions réalisées par la SHQ visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

QUESTION 72

TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE CULTURELLE DU QUÉBEC EN 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications.

QUESTION 73

TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DES RECOMMANDATIONS DE L'ENQUÊTE NATIONALE SUR LES FEMMES ET LES FILLES AUTOCHTONES DISPARUES ET ASSASSINÉES.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

QUESTION 74

TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES RELATIONS ENTRE LES AUTOCHTONES ET CERTAINS SERVICES PUBLICS AU QUÉBEC (RAPPORT VIENS).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

QUESTION 75

TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CULTUREL DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS 2017-2022 « FAIRE PLUS, FAIRE MIEUX ».

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

QUESTION 76

TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL EN DÉPENDANCE 2018-2028 « PRÉVENIR, RÉDUIRE ET TRAITER ».

Aucune action n'a été réalisée par la SHQ au sujet de ce plan d'action.

Au 28 février 2021.

QUESTION 77

TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL 2017-2021 DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE DE PRÉVENTION EN SANTÉ.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

QUESTION 78

TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE 2018-2023 : « CONTRE LA VIOLENCE CONJUGALE, AGISSONS ».

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine.

QUESTION 79

TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA STRATÉGIE D'ACTION EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE PARTICIPATION ET D'INCLUSION 2016-2021 : « ENSEMBLE, NOUS SOMMES LE QUÉBEC ».

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

QUESTION 80

TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA STRATÉGIE NATIONALE SUR LA MAIN-D'ŒUVRE 2018-2023.

La SHQ n'a pas inscrit de mesure ou d'engagement au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.

Au 28 février 2021.

QUESTION 81

TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION POUR LA MAIN D'ŒUVRE.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

QUESTION 82

TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION 2018-2023 : « UN QUÉBEC POUR TOUS LES ÂGES ».

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

QUESTION 83

TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE CONTRIBUTION À L'OCCUPATION ET À LA VITALITÉ DES TERRITOIRES 2018-2022.

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2020-2021.

QUESTION 84

TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE D'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE ET ADMINISTRATIF 2020-2025.

La SHQ ne participe pas à ce plan d'action.

QUESTION 85

TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'AGRICULTURE DURABLE 2020-2030.

La SHQ ne participe pas à ce plan d'action.

QUESTION 86

TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN ÉCONOMIE SOCIALE 2020-2025.

La SHQ ne participe pas à ce plan d'action.

QUESTION 87

TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION POUR LA CROISSANCE ET LES TECHNOLOGIES PROPRES 2018-2023.

La SHQ ne participe pas à ce plan d'action.

QUESTION 88

TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN ENTREPRENEURIAT – OSER ENTREPRENDRE 2017-2022.

La SHQ ne participe pas à ce plan d'action.

QUESTION 89

TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA STRATÉGIE QUÉBÉCOISE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION 2017-2022.

La SHQ ne participe pas à cette stratégie.

QUESTION 90

TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA STRATÉGIE QUÉBÉCOISE DES SCIENCES DE LA VIE 2017-2027.

La SHQ ne participe pas à cette stratégie.

QUESTION 91

TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA STRATÉGIE QUÉBÉCOISE DE L'AÉROSPATIALE 2016-2026.

La SHQ ne participe pas à cette stratégie.

QUESTION 92

TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION EN ÉCONOMIE NUMÉRIQUE 2016-2021.

La SHQ ne participe pas à ce plan d'action.

QUESTION 93

TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA STRATÉGIE MARITIME 2015-2030.

La SHQ ne participe pas à cette Stratégie.

QUESTION 94

TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA STRATÉGIE QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE L'ALUMINIUM 2015-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

QUESTION 95

TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE QUÉBÉCOISE DES PRODUITS FORESTIERS 2018-2023.

La SHQ ne participe pas à cette stratégie.

QUESTION 96

TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN D'ACTION DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC 2018-2020.

La SHQ ne participe pas à ce plan d'action.

QUESTION 97

TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN POUR UNE ÉCONOMIE VERTE 2020-2030.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

QUESTION 98

TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2015-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

QUESTION 99

TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE LA STRATÉGIE QUÉBÉCOISE DE L'EAU 2018-2030.

La SHQ ne participe pas à cette stratégie.

QUESTION 100

TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DU PLAN DIRECTEUR EN TRANSITION, INNOVATION ET EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DU QUÉBEC.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

QUESTION 101

**TOUTE ACTION, NOTE OU ANALYSE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME
EN 2020-2021 AU SUJET DE LA CONCILIATION TRAVAIL-FAMILLE.**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION 102

TOUTE ACTION, NOTE, OU ANALYSE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 EN APPLICATION DE L'ANALYSE DIFFÉRENCIÉE SELON LES SEXES (ADS).

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION 103

TOUTE ACTION, NOTE OU ANALYSE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME
EN 2020-2021 AU SUJET DE L'ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION 104

**TOUTE ACTION, NOTE OU ANALYSE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME
EN 2020-2021 AU SUJET DE LA RÉTENTION DES TRAVAILLEURS D'EXPÉRIENCE.**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION 105

AU SUJET DES MESURES DE TÉLÉTRAVAIL OU DE TRAVAIL À DISTANCE, EN 2020-2021, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME :

- A) NOMBRE D'EMPLOYÉS AU TOTAL EN AYANT BÉNÉFICIÉ;**
- B) NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIAINT TOUJOURS AU 31 MARS 2021;**
- C) PROPORTION DE L'EFFECTIF TOTAL DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN AYANT BÉNÉFICIÉ.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 106

COÛT TOTAL DES PRIMES COVID-19 ACCORDÉES AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, MONTANT INDIVIDUEL DE CES PRIMES ET NOMBRE D'EMPLOYÉS QUI EN ONT BÉNÉFICIÉ EN 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 107

NOMBRE DE MISES À PIEDS ET DE NON-RENOUVELLEMENT DE CONTRATS DÉCOULANT DE LA PANDÉMIE DE LA COVID-19, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 108

SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 AU SUJET DE L'ACQUISITION DE MATÉRIEL POUR FINS DE TÉLÉTRAVAIL (TABLETTES, CELLULAIRES, AMÉNAGEMENT DE BUREAU, REMBOURSEMENT DE FRAIS D'INTERNET, ETC.)

Voir la réponse à la question 8 des renseignements généraux.

QUESTION 109

SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ INFORMATIQUE EN SPÉCIFIANT PRÉCISÉMENT LES SOMMES DÉPENSÉES EN FRAIS DE CONSULTANTS EN SÉCURITÉ INFORMATIQUE.

Voir la réponse à la question 8 des renseignements généraux.

QUESTION 110

SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 POUR L'ACQUISITION DE SERVICES DE VIDÉO-CONFÉRENCE (ZOOM, TEAMS, ETC.) :

- A) LISTE DES CONTRATS;**
- B) NOM DU FOURNISSEUR;**
- C) MONTANT DÉBOURSÉ.**

Voir la réponse à la question 8 des renseignements généraux.

QUESTION 111

SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 EN MATIÈRE DE REMBOURSEMENT AUX EMPLOYÉS POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL REQUIS POUR LE TÉLÉTRAVAIL.

Une somme de 337 \$ a été remboursée aux employés en 2020-2021 pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Au 28 février 2021.

QUESTION 112

NOMBRE D'EMPLOYÉS AYANT ÉTÉ ABSENT DU TRAVAIL POUR CAUSE DE QUARANTAINE LIÉE À LA COVID-19 OU EN RETRAIT PRÉVENTIF LIÉ À LA COVID-19 AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2020-2021 AINSI QUE L'ESTIMATION DES COÛTS EN DÉCOULANT.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 113

CONCERNANT TOUTES MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2020-2021 :

- A) LES SOMMES DÉPENSÉES;**
- B) LE NOMBRE DE DEMANDES AU PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS (PAE);**
- C) LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE.**

- A) LES SOMMES DÉPENSÉES;**

8 627,90 \$

- B) LE NOMBRE DE DEMANDES AU PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS (PAE)**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- C) LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE.**

Aucune somme dépensée en ressources externes.

L'information quant aux contrats de 25 000 \$ et plus octroyés à des firmes externes est publiée dans le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec :

<https://www.seao.ca/>

Au 28 février 2021.

QUESTION 114

CONCERNANT L'ACHAT DE MATÉRIEL DE PROTECTION INDIVIDUEL PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 :

A) TOTAL DES DÉPENSES RÉALISÉES;

B) TYPE DE MATÉRIEL DE PROTECTION ACQUIS (GANTS, GELS, VISIÈRES, ETC.);

C) LISTE DES FOURNISSEURS RETENUS;

D) COÛTS D'INSTALLATION;

E) LISTE DES CONTRATS ACCORDÉS ET MONTANTS DÉBOURSÉS;

F) SI LES CONTRATS ONT ÉTÉ ACCORDÉS DE GRÉ À GRÉ, EN FOURNIR LE MOTIF.

A) TOTAL DES DÉPENSES RÉALISÉES :

3 200 \$

B) TYPE DE MATÉRIEL DE PROTECTION ACQUIS (GANTS, GELS, VISIÈRES, ETC.) :

Gants / Gel / Lingettes / Masques / Autres

C) LISTE DES FOURNISSEURS RETENUS :

Novaco
Novexco inc. (Hamster)
Wood Wyant
Canac
Jean Coutu
Escompte Lecompte
Dollarama
Hazmaster
Polyalto
Maxi
Staples
Costco

D) COÛTS D'INSTALLATION :

Les coûts d'installation, s'il en est, sont inclus dans le total des dépenses réalisées.

E) LISTE DES CONTRATS ACCORDÉS ET MONTANTS DÉBOURSÉS :

Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

F) SI LES CONTRATS ONT ÉTÉ ACCORDÉS DE GRÉ À GRÉ, EN FOURNIR LE MOTIF :

Un contrat d'approvisionnement peut être conclu de gré à gré si le montant est inférieur aux seuils d'appel d'offres déterminés par les accords de libéralisation.

L'information quant aux contrats de 25 000 \$ et plus est publiée dans le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec :

<https://seao.ca/>

Au 28 février 2021.

QUESTION 115

CONCERNANT L'ENTRETIEN MÉNAGER ET LA DÉSINFECTION DES LOCAUX DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2020-2021, FOURNIR :

- A) LE TOTAL DES SOMMES DÉPENSÉES;**
- B) LE NOM DES FOURNISSEURS RETENUS;**
- C) LA LISTE DES CONTRATS.**

Pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures et dont celle-ci est responsable du contrat d'entretien ménager :

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures.

Pour les immeubles HLM appartenant à la SHQ :

Les sommes dépensées pour l'entretien ménager et la désinfection, sont compris dans le déficit d'exploitation des organismes qui est subventionné par la SHQ.

QUESTION 116

FOURNIR CHAQUE AVIS REÇU PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME DE LA PART DE LA DIRECTION NATIONALE DE LA SANTÉ PUBLIQUE, L'INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC (INSPQ) OU, EN LIEN AVEC LA PANDÉMIE DE LA COVID-19.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION 117

COÛT TOTAL DE MISE EN PLACE DE MESURES DÉCOULANT DES VISITES DE LA CNESST DANS LES LOCAUX DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME AINSI QU'UNE LISTE DES RECOMMANDATIONS EFFECTUÉES.

Aucune visite de la CNESST dans les locaux de la SHQ.

Au 28 février 2021.

QUESTION 118

NOMBRE DE PLAINTES REÇUES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2020-2021 EN LIEN AVEC LA PANDÉMIE DE COVID-19. (PRÉCISER LE NOMBRE DE PLAINTES PROVENANT DES EMPLOYÉS ET LE NOMBRE DE PLAINTES PROVENANT DU PUBLIC)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION 119

CONSIGNES ET DIRECTIVES DONNÉES AUX EMPLOYÉS DES CABINETS MINISTÉRIELS EN LIEN AVEC LA PANDÉMIE DE COVID-19 ET LEUR PRÉSENCE AU BUREAU EN 2020-2021.

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la SHQ.

QUESTION 120

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2020-2021 ET QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :

- A) LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;**
- B) LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI ;**
- C) LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;**
- D) LE MONTANT ACCORDÉ;**
- E) LES MOTIFS DE LA DEMANDE.**

Aucun contrat octroyé en 2020-2021 n'a fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le dirigeant de la SHQ, comme prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Au 28 février 2021.

QUESTION 121

LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES CONTRATS ACCORDÉS EN VERTU DES ARTICLES 118 ET 123 DE LA LOI SUR LA SANTÉ PUBLIQUE, EN INDIQUANT :

- A) LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;**
- B) LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);**
- C) LE COÛT;**
- D) L'ÉTAT DE PRESTATION DES SERVICES;**
- E) L'ÉCHÉANCIER.**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

QUESTION 122

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL EN 2020-2021, EN INDIQUANT :

- A) LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;**
- B) LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT;**
- C) LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);**
- D) LE COÛT;**
- E) L'ÉCHÉANCIER;**
- F) DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, LES NOMS DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.**

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la SHQ.

QUESTION 123

NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR MINISTÈRE ET ORGANISME EN 2020-2021 :

- A) LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION;**
- B) LE NOMBRE DE REFUS (AVEC MENTION DE LA RAISON OU DE L'ARTICLE);**
- C) LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS;**
- D) LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS.**

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2020-2021.

LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉS À CES PERSONNES.

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL PERMANENT EN HABITATION

Mandat

Le Comité interministériel permanent en habitation (CIPH) est une instance de concertation et de partage des ministères et organismes dont le mandat est :

- de favoriser la collaboration interministérielle afin de répondre aux besoins des citoyens en matière d'habitation;
- d'accroître la cohérence des interventions auprès des citoyens dans le respect des missions de chaque ministère et organisme;
- de faciliter l'élaboration et la mise en œuvre de projets communs.

Honoraires

Aucun honoraire n'a été versé aux personnes, ci-après mentionnées, formant le comité en 2020-2021.

NOM	TITRE	MINISTÈRE / ORGANISME
M. Francis Mathieu	Vice-président à l'administration et à la planification	Société d'habitation du Québec
M. Éric Bergeron	Sous-ministre adjoint – Politiques et relations du travail dans les réseaux	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
M. Éric Guillemette	Directeur du Développement et de l'aménagement du territoire	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
M. Ian Morissette	Sous-ministre adjoint – Politiques et sociétés d'État	Ministère de la Culture et des Communications
M ^{me} France Dompierre	Sous-ministre adjointe – Direction générale des politiques	Ministère de la Famille
M ^{me} Marie-Josée Lemay	Sous-ministre adjointe – Francisation, Diversité et Inclusion	Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
M ^{me} Chantal Maltais	Sous-ministre adjointe – Solidarité sociale et analyse stratégique	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
M ^{me} Nathalie Auger	Directrice – Politiques d'emploi et stratégies	Emploi-Québec
M ^{me} Anne Hébert	Directrice générale	Office des personnes handicapées du Québec
M. Horacio Arruda	Sous-ministre adjoint – Direction nationale de la santé publique	Ministère de la Santé et des Services sociaux
M ^{me} Nathalie Rosebush	Sous-ministre adjointe – Direction générale des aînés et des proches aidants	Ministère de la Santé et des Services sociaux
M. Christian Barrette	Sous-ministre adjoint – aux aînés	Ministère de la Santé et des Services sociaux – Secrétariat aux aînés

FORUMS HABITATION QUÉBEC

À compter de décembre 2020, les Forums Habitation Québec sont sous la responsabilité du Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Les informations sur le mandat et les participants sont disponibles à l'adresse :

<https://www.mamh.gouv.qc.ca/habitation/forums-habitation-quebec/>

Honoraires

Aucun honoraire n'a été versé aux personnes formant les Forums Habitation Québec et le Grand Forum Habitation Québec en 2020-2021.

QUESTION 125

POUR LA PRÉPARATION DES PROJETS DE LOI, DES POLITIQUES, DES STRATÉGIES OU DES CONSULTATIONS GOUVERNEMENTALES, INDIQUER, POUR CHAQUE TYPE, SI UNE ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ A ÉTÉ REQUISE PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET AUPRÈS DES PARTENAIRES. LE CAS ÉCHÉANT, POUR CHACUN DES TYPES VISÉS, FOURNIR LA LISTE DES PARTENAIRES ENGAGÉS AINSI QUE LADITE ENTENTE.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION 126

POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES, EN 2020-2021, INDIQUER LE NOMBRE DE DIVULGATIONS D’ACTES RÉPRÉHENSIBLES REÇUES, LE NOMBRE D’ENQUÊTES (DÉBUTÉES, EN COURS OU TERMINÉES), AINSI QUE LE NOMBRE DE DIVULGATIONS FONDÉES, Y COMPRIS CELLES AYANT MENÉ À DES MESURES CORRECTIVES. PRÉCISER, POUR CHAQUE DIVULGATION, LA CATÉGORIE D’ACTES RÉPRÉHENSIBLES VISÉE À L’ARTICLE 4 DE LA LOI FACILITANT LA DIVULGATION D’ACTES RÉPRÉHENSIBLES À L’ÉGARD DES ORGANISMES PUBLICS (2016, CHAPITRE 34).

L'information concernant les divulgations d'actes répréhensibles sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 de la SHQ ainsi qu'au Rapport annuel d'activités 2020-2021 du Protecteur du citoyen.

QUESTION 127

NOMBRE DE POSTES OUVERTS POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2019-2020 ET 2020-2021; ET NOMBRE DE POSTES COMBLÉS POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI PRÉSENTE AU SEIN DU MINISTÈRE.

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la SHQ.

QUESTION 128

VEUILLEZ INDiquer LES MONTANTS QUI ONT ÉTÉ ALLOUÉS À LA RÉMUNÉRATION DES STAGES DEPUIS 2016.

- A) NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS;**
- B) HEURES DE STAGES EFFECTUÉS;**
- C) RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE.**

- A) NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS;**

5

- B) HEURES DE STAGES EFFECTUÉS;**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- C) RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE.**

27 675 \$.

Au 28 février 2021.

QUESTION 129

FOURNIR UNE DESCRIPTION DE LA DOTATION DE VÉHICULES AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, VENTILÉE PAR RÉGION ET INCLUANT :

- A) NOMBRE TOTAL DE VÉHICULES;**
- B) LE TYPE DE VÉHICULES;**
- C) LE NOMBRE DE VÉHICULES HYBRIDES;**
- D) LE NOMBRE DE VÉHICULES HYBRIDES RECHARGEABLES;**
- E) LE NOMBRE DE VÉHICULES ÉLECTRIQUES.**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION 130

VEUILLEZ FOURNIR UNE LISTE DES ACTIONS EFFECTUÉES DANS LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN LIEN AVEC LE PACC 2020, POUR 2019-2020, INCLUANT :

- A) LES SOMMES DÉPENSÉES POUR CHAQUE ACTION;**
- B) LE NOMBRE D'ETC DÉDIÉS AU SUIVI OU À LA MISE EN ŒUVRE DE CHAQUE ACTION.**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

QUESTION 131

FOURNIR LA LISTE DES RENCONTRES AVEC DES REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES, AVEC LA DATE DE LA RENCONTRE, LES NATIONS REPRÉSENTÉES ET L’OBJET DE LA RENCONTRE.

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

QUESTION 132

FAIRE UNE LISTE DE TOUTES LES ANALYSES DIFFÉRENCIÉES SELON LES SEXES (ADS+) EFFECTUÉES AU SEIN DE TOUS LES MINISTÈRES ET TOUS LES ORGANISMES. DONNER LE COÛT POUR EFFECTUER CHACUNE DE CES ANALYSES EN ETC OU LE MONTANT DU CONTRAT OCTROYÉ.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine.